



Actions politiques nationales : le cas ougandais

De Robert Mwadime, PhD. USAID|FANTA II

L'intérêt mondial récent pour la sécurité alimentaire et la nutrition a renforcé les attentes des professionnels, des décideurs politiques et des responsables de programmes. Ce domaine auparavant négligé a à présent des soutiens et des admirateurs inattendus. On assiste à un regain de l'engagement en faveur de la mise en œuvre des politiques/réglementations et des programmes auparavant en stagnation. Malheureusement, des intérêts et des jeux de pouvoir cachés au niveau personnel et institutionnel se disputent le contrôle des ressources et « l'autorité ». Durant cette période, un leadership efficace en matière de nutrition et de coordination des groupes pluridisciplinaires sera essentiel au niveau national. De plus, l'action politique permettra d'influencer en permanence les décisions et de focaliser l'attention, les agendas et les ressources sur des questions via des efforts évaluables, afin d'atteindre les personnes qui en ont le plus besoin. Mais nous devons quitter les bureaux pour agir là où les problèmes se situent.

Les capacités doivent être développées à tous les niveaux. La société civile, les universités et les médias (via l'Uganda Health Communication Alliance) d'Ouganda composent un Consortium d'OSC pour le développement de la nutrition, qui a organisé des réunions d'action politique avec les nouveaux parlementaires et les décideurs politiques au niveau du secteur et des districts. Les responsables de niveau moyen de certains districts ont été formés à l'action politique. Le président de l'Autorité nationale de planification, la Première Dame et le nouveau porte-parole de l'Assemblée nationale sont les principaux porte-drapeaux de l'action politique en faveur de la nutrition. Un paquet d'actions a été préparé et une réunion a été organisée avec ces représentants afin de les informer de son contenu. L'action politique se fait principalement via des réunions avec les publics cibles et les médias de masse.

Mais des capacités sont également nécessaires en matière de coordination des partenaires multisectoriels, notamment au niveau des districts ; de la planification, du suivi et de l'évaluation ; des ressources humaines et des compétences ; et de la gestion logistique et de l'assurance qualité. Une évaluation des capacités de nutrition est menée à bien pour mettre en œuvre des plans de nutrition et d'éradication de la famine à impact profond. De plus, nous menons une recherche formative afin de comprendre les liens entre agriculture, santé et nutrition.

L'engagement local doit être maintenu. La communauté des donateurs a démontré son engagement dans le financement de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition. Les gouvernements locaux doivent faire de même en s'engageant pratiquement en faveur du développement de politiques, en incluant la nutrition dans les grands secteurs, en mettant en place un cadre de coordination et de suivi et d'évaluation, ainsi qu'en allouant des ressources locales substantielles à la nutrition. Les efforts d'action politique en Ouganda ont culminé avec l'inclusion explicite de la nutrition dans le Plan national de développement 2010-2015 et le développement du Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda 2011-2015. Le nouveau gouvernement a récemment fait une déclaration officielle, publiée dans les journaux locaux, dans laquelle il s'engage à faire face aux problèmes nutritionnels du pays. Et récemment la section nutrition du ministère de la santé a été amenée au niveau de département avec son propre budget et des « objectifs de grappe ». Mais nous devons faire en sorte que la nutrition dépasse les objectifs gouvernementaux. En Ouganda, les OSC se sont mises d'accord pour que les objectifs nutritionnels deviennent des « objectifs sociétaux ».

Responsabilité : Nous devons contraindre nos gouvernements à être responsables. Ils doivent faire face à de nombreux problèmes et il leur est parfois difficile de tenir leurs promesses. Ils doivent être rappelés à l'ordre. Nous avons besoin d'indicateurs afin de garantir cette responsabilisation. Il faut assurer l'équité et l'objectivité lorsque la politique et les « intérêts stratégiques »/intérêts personnels prennent le dessus. Nous avons besoin de moyens efficaces de partage de l'information et de suivi des progrès vers l'éradication de la famine et de la malnutrition. Un groupe local de sensibilisation sanitaire, le Centre for Health Human Rights and Development, a récemment saisi la Cour constitutionnelle à propos de décès maternels alarmants dans les infrastructures sanitaires gouvernementales. La malnutrition a été pointée du doigt comme cause de ces décès, à laquelle les gouvernements ne sont pas parvenus à faire face. Les groupes voulaient que le gouvernement soit amené à rendre des comptes concernant ces décès.